

CFTC – SYNDICAT LIBRE JUSTICE

SPIP 62 — CETTE RENTRÉE, NOUS NE POUVONS PLUS FAIRE SEMBLANT

Un service public sous tension • Des agents qui tiennent • Des réponses qui tardent

**NOUS POUVONS ENCORE TENIR.
MAIS NOUS NE POUVONS PAS TENIR INDÉFINIMENT COMME CELA.**

DES EFFECTIFS QUI S'ÉRODENT

Depuis plusieurs années, nous alertons sur la dégradation des ressources humaines. Derrière les tableaux RH, il y a des agents qui absorbent des missions supplémentaires, compensent les absences et reprennent les dossiers. Les réunions, permanences, rapports, évaluations, convocations et échéances judiciaires, eux, ne disparaissent pas lorsque les effectifs diminuent.

La charge de travail ne baisse pas avec les effectifs.

DES CONDITIONS MATÉRIELLES QUI SE DÉGRADENT

Locaux dégradés, conditions d'accueil difficiles, espaces de travail inadaptés, matériel informatique vieillissant ou défaillant : les agents doivent parfois exercer leurs missions avec des outils qui rendent leur travail plus difficile.

Nous ne demandons pas le luxe. Nous demandons les conditions nécessaires pour travailler dignement et efficacement.

Plus vite, plus efficacement... mais avec quels effectifs et quel matériel ?

LE DIALOGUE SOCIAL DOIT AVOIR UN SENS

Nous avons déjà alerté, expliqué, demandé et signalé. Pourtant, les mêmes difficultés reviennent d'une instance à l'autre.

Le CSA ne doit pas être une chambre d'enregistrement. Les représentants du personnel doivent pouvoir questionner les choix, mesurer leurs conséquences et proposer des alternatives.

Le dialogue social ne peut pas être uniquement formel.

LES QLCO : RENFORT OU DÉPLACEMENT DE LA PÉNURIE ?

Des agents affectés aux QLCO sont mobilisés en renfort sur d'autres établissements. Nous ne contestons pas la réponse à des besoins ponctuels, mais nous demandons que cette organisation soit objectivée.

Quels sont les besoins réels des QLCO ? Quelles conséquences sur leur propre fonctionnement ?

**Répond-on aux besoins des services, ou déplace-t-on simplement les difficultés ?
UN SPIP SOUS TENSION, C'EST UN PROBLÈME DE SERVICE PUBLIC**

Lorsque les moyens diminuent, ce sont les agents qui deviennent la variable d'ajustement. Mais le sujet n'est pas seulement comptable.

C'est notre capacité à accompagner les personnes placées sous main de justice, prévenir la récidive et construire des suivis individualisés qui est directement concernée.

La bonne volonté des personnels ne peut pas remplacer des postes.

UN ORDRE DU JOUR QUI OUBLIE L'ESSENTIEL ?

Effectifs, conditions de travail, locaux, matériel informatique, charge de travail, organisation des services, reconnaissance des missions des CPIP : ces questions restent au cœur des préoccupations des agents.

L'absence d'un sujet à l'ordre du jour ne signifie pas qu'il a disparu. Les difficultés sont toujours là : dans les bureaux, les dossiers, les agendas et les mails qui s'accumulent.

Où est la parole des agents ?

NOS EXIGENCES SONT CLAIRES

- Des effectifs à la hauteur des missions
- Du matériel fonctionnel et des locaux dignes
- Des organisations cohérentes et soutenables
- Une prise en compte réelle de la charge de travail
- Un dialogue social permettant un véritable débat
- Des réponses concrètes aux alertes des agents

NOUS ATTENDONS DÉSORMAIS DES RÉPONSES. DES ENGAGEMENTS. ET SURTOUT, DES ACTES.

**Le SPIP n'a pas besoin qu'on lui explique qu'il est important.
Il a besoin qu'on lui donne enfin les moyens de l'être.**

ET POUR LES MÉDAILLES ?

Ce sont les agents du SPIP 62 qui les méritent.

SYNDICAT LIBRE JUSTICE — MINISTÈRE DE LA JUSTICE

CFTC-SLJ.FR • secretariat@cftc-slj.fr • 06.61.18.34.80 • 06.99.34.31.77

CFTC-SLJ.FR • secretariat@cftc-slj.fr
06.61.18.34.80 • 06.99.34.31.77



CFTC-SLJ



LA CFTC